

SIGNIFICATION D’UNE ORDONNANCE PÉNALE – En application de l’article 88 du Code de procédure pénale.

En vertu de l’art. 354 CPP, le prévenu peut former opposition auprès de l’autorité qui a statué, par écrit et dans les 10 jours dès la notification ou la communication de la présente décision. L’opposition ne doit pas obligatoirement être motivée. **Si aucune opposition n’est valablement formée, l’ordonnance pénale est assimilée à un jugement entré en force.** La procédure en cas d’opposition est réglée par l’article 355 CPP.

Contrevenant Nom, prénom, date de naissance	Date de l’ordonnance	Peine d’arrêts en jours	Amende et frais	Aff.
Préfecture du Gros-de-Vaud				
IBOI Promise, 25.12.1996	11.01.2024	3	300.-	0001207

Contrevenant Nom, prénom, date de naissance	Date de l’ordonnance	Peine d’arrêts en jours	Amende et frais	Aff.
PINTEA Danciu, 03.12.1974	16.01.2024	2	120.-	0000041
RECHAIGUI Frédéric, 07.09.1980	15.01.2024	2	180.-	0001376

SIGNIFICATION D’UNE ORDONNANCE PÉNALE CONVERSION – En application de l’article 88 du Code de procédure pénale.

En vertu de l’art. 354 CPP, le prévenu peut former opposition auprès du préfet qui a statué, par écrit et dans les 10 jours dès la notification ou la communication de la présente décision. L’opposition ne doit pas obligatoirement être motivée. **Si aucune opposition n’est valablement formée, l’ordonnance pénale est assimilée à un jugement entré en force.** La procédure en cas d’opposition est réglée par l’article 355 CPP.

Contrevenant Nom, prénom, date de naissance	Date de l’ordonnance de conversion	Peine d’arrêts en jours	Amende et frais	Aff.
Préfecture d'Aigle				
EYOBÉ Mossie, 01.01.1979	17.01.2024	1	100.-	0001392

SOMMATIONS – Les suivants, sans domicile connu, sont sommés de payer aux bureaux des préfectures respectives, dans les trente jours, l’amende et les frais auxquels ils sont condamnés. Le détail de la (des) condamnation(s) est tenu à disposition auprès de la préfecture concernée.

A défaut de paiement dans ce délai dès la date ci-dessus, il pourra être procédé à des poursuites, et, le cas échéant, à l’exécution de la peine privative de liberté de substitution, en application des dispositions de la loi sur l’exécution des condamnations pénales du 4 juillet 2006.

Contrevenant Nom, prénom, date de naissance	Date du prononcé	
Préfecture Riviera-Pays d'Enhaut		
AKNINE Gérard, 13.10.1953	16.01.2024	0003350
KASSE Moussa, 10.12.1998	16.01.2024	0003397